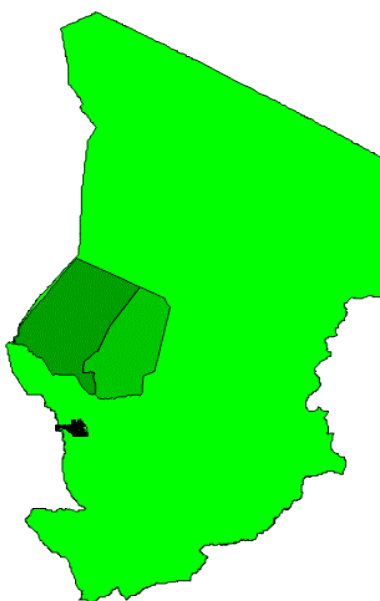


Cartographie des OSCs dans les trois Régions du Kanem, BEG et N'Djamena



Financé par



Rapport de cartographie des OSCs dans les trois régions du Kanem, BEG et N'Djamena, réalisé par Dr Mahamat Bechir & Mr Nodjiadoum Koïngar Tatola.

Pour toute information complémentaire sur le rapport, veuillez contacter :

M. Nodjiadoum Koïngar Tatola, Responsable Adjoint du Projet DEVCO

E.mail : tatolanodjadoum@yahoo.fr

www.asradd.org

Table de matière

Table de matière	ii
Table des figures	iii
Liste des acronymes	iv
Résumé	iv
Introduction.....	1
I. Objectifs.....	1
II. Méthodologie	2
III. Résultats	3
III.1 Répartition des OSC dans la zone d'intervention du Projet DEVCO.....	3
III.1.1 Les acteurs de nutrition et de sécurité alimentaire présents dans les trois régions.....	5
III.1.2. Les acteurs de nutrition présents dans les trois régions	6
III.1.3. Les acteurs de sécurité alimentaire présents dans les trois régions	7
III.2 Domaines d'intervention des OSC.....	9
III.3 Domaine spécifiques	10
III.4 Ancienneté et cadre institutionnel des OSC.....	11
III.5 Gestion et gouvernance interne des OSC.....	13
III.6 Financement des OSC.....	15
III.7 Programme et planification.....	17
III.8 Besoins en renforcement de capacités	18
III.9 Couverture géographique de la PCIMA dans la zone d'intervention	21
Conclusion	23
Annexes	24

Table des figures

Figure 1 : Rayon d'intervention des organisations de base	3
Figure2 : Rayon d'intervention par secteur.....	4
Figure 3 : Répartition des OSC dans la zone d'intervention.....	4
Figure 4: Positionnement des acteurs de nutrition et de sécurité alimentaire dans les trois régions	5
Figure 5: Positionnement des acteurs de nutrition dans les trois régions.....	6
Figure6 : Positionnement des acteurs de sécurité alimentaire dans les trois régions.....	7
Figure 7 : La répartition des OSC dans le Kanem	8
Figure 8 : La répartition des OSC selon la couverture géographique.....	9
Figure9: Domaines d'activités recensées des OSC	10
Figure 10: Nombres des OSC recensées par secteurs et domaines d'activités.....	11
Figure 11: Nombre de domaines objet d'intervention des OSC	11
Figure12 : Date de création des OSC.....	12
Figure13 : L'ancienneté des OSC	12
Figure 14: Disponibilité du bureau	13
Figure 15: Personnel.....	13
Figure 16: Participation à l'Assemblée Générale	14
Figure17 : Fonction exécutive du bureau.....	15
Figure18 : Budget annuel	15
Figure 19: Type de financement.....	16
Figure20 : Partenaires financiers.....	17
Figure21 : Existence de plan d'action.....	18
Figure22 : Plan stratégique.....	18
Figure23: Les priorités en matière de renforcement de capacités	19
Figure24 : Les outils souhaités pour le renforcement de capacités.....	20
Figure25 : Les faiblesses	20
Figure26: Les points de forces des OSC.....	21
Figure27 : couverture géographique pour MAS.....	22
Figure28 : couverture géographique pour MAM	22

Liste des acronymes

ABA	Association de Bienfaisance ALBIR
ACF	Action Contre la FAIM
ACORD	Association de Coopération et de Recherche pour le Développement
ACTED	Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement
ADBEG	Association pour le Développement du Bahr El Gazal
ADCM	Association pour le Développement de la Circonscription de Michémiré
ADDE	Association pour la Défense de la Dégradation de l'Environnement
ADELIJ	Association pour le Développement Local et Insertion des Jeunes
ADIK	Association pour Développement Intégré du Kanem
ADIS	Association pour le Développement Intégré au Sahel
ADM	Association pour le Développement de Mondo
ADRUGMEK	Association pour le Développement Rural et pour la Gestion des Moyens d'existences du Kanem
ADSK	Association pour le Développement de la Sous-Préfecture Kakedina
ADSPN	Association pour le Développement de la Sous-Préfecture N'Tiona
ADSPT	Association pour le Développement de la Sous-Préfecture de Tissi
ADZ	Association pour le Développement Zonal
AEHPT	Association d'Entraide des Handicapés Physique du Tchad
AFATRAK	Association des Femmes Accoucheuses Traditionnelles du Kanem
AFEDD	Association Féminine pour le développement de Delfi
AFFOV	Action socio-économique en Faveur des Femmes démunies et Orphelins vivants avec le VIH
AFGIC	Association des Femmes Groupement Izzé pour la Culture
AFJT	Association des Femmes Juristes du Tchad
AFRICARE	AFRICARE
AHA-CHAD	AFRICAN HUMANITARIAN AGENCY
AHEAS	Association Humaniste d'Entraide et d'Action Sociale
AIDER	Association d'Appui aux Initiative de Développement Rural
AJAC	Association des Jeunes Anti-Clivage
AJADEC	Association des Jeunes Anti-Clivage de Chadra
AJDIK	Association des Jeunes pour la Défense des Intérêts du Kanem
AJDM	Association des Jeunes pour le Développement de Mao
AJSFT	Association des Jeunes Sans Frontière au Tchad
AJV	Association Jeune volontaire
ALCVIH	Association pour la lutte contre le VIH SIDA
ALIMA	Alliance International Medical Action
ALSD	Association de lutte contre le SIDA et Développement
AMAFVT	Association Moustakhal Al-yatime Femmes Veuves Tchadiennes
APDK	Association pour la Paix et le Développement du Kanem
APEN	Association pour la Protection de l'Environnement du Nord Kanem
APESA	Action pour la Promotion de l'Elevage et de la Sécurité Alimentaire
APHPT	Association d'Entraide des Handicapés du Tchad
APPERVU	Association pour la Promotion des Personnes Vulnérables
APREVISAD	Association Prévention Intégrale de la Santé, l'Autonomisation et le Développement
APROSAG	Association pour la Promotion de la Santé Genre

APSELPA	Action pour la Protection de la Santé et l'Environnement et de Lutte contre la Punerie Alimentaire
ARDEK	Association d'Action pour la Recherche et Développement du Kanem
ARNUT	Action pour la Réhabilitation Nutritionnelle
AS	Alerte Santé
ASGBP	Association Sahel Gazel pour le Bien-être Population
ASRADD	Association Sahélienne des Recherches Appliquées pour le Développement Durable
ATPDHK	Association Tchadienne pour la Promotion et Droit de l'Homme du Kanem
ATSP	Association Tchadienne de Santé Publique
AVOCA	Association des Veuves et Orphelins Civiles d'Assinet
AVOPD	Association des Veuves, Orphelins et Personnes Diminues
AVTA	Association des Veuves Tchadiennes AL-MAHANA
CELIAF	Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines
CEVANATRI	Centre Evangélique pour l'Encadrement Nutritionnel
CH	CHABAB KANEM
CI	Care International
CICR	Comité International de la Croix-Rouge
CNCPR	Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad
CONCERN	Concern World Wide
CR	Croix-Rouge
CRJ/BEG	Coordination Régionale des Jeunes de Bahr El Gazal
CRK	Comité Régional de la Croix-Rouge du Kanem
CSJEFOD	Centre de Solidarité des Jeunes pour la Formation et le Développement
CSSI	Centre de Support en Santé Internationale
FAO	Fonds des Nations Unies pour l'Alimentation
FROEK	Fédération Régionale des Organisations des Eleveurs du Kanem
GA	Groupement Alchadja
GAH	Groupement Al Hanana
GAPAKM	Groupement Agro-Pastoral Al-Khadar du Mondo
GD	Groupement Djamila
GFR	Groupement Féminin RAHA
GH	Groupement Hamdou
GL	Groupement Laguna
GM	Groupement MOURKA
GNA	Groupement Nour Alfadaye
GT	Groupement Tokogue
GUFCM	Groupement Union des Femmes de Culture Maraichère
GUFZSM	Groupement d'Union des Femmes Zafour de la Sous-préfecture de Michémire
HI	Handicap International
IMC	International Medical Corps
IRC	International Rescue Committee
MAM	Malnutrition Aiguë Modérée
MAS	Malnutrition Aiguë Sévère
MDM	Médecin Du Monde
MSF	Médecin Sans Frontière
MSF H	Médecin Sans Frontière/HOLLANDE

MSF-S	Médecin Sans Frontière Suisse
OHDR	Organisation Hanana pour le Développement Rural
OHRDC	Organisation Humanisme de la Renaissance et de Développement Communautaire
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONAS	Organisation Nationale d'Aide et de Secours
OSC	Organisation de la Société Civile
OXFAM	OXFAM
OXFAM/I	OXFAM/Intermon
PAM	Programme Mondial de l'Alimentation
RAJLDBEG	Réseau d'Association des Jeunes Leaders pour le Développement
RASCK	Réseau des Association de la Société Civile du Kanem
RJPDIT	Réseau des Jeunes Patriotes
SAILD	SAILD
SECADEV	Secours Catholique et Développement
SIF	Secours Islamique France
SOLIDES- TCHAD	Soutien aux Organisations Locaux et Initiatives de Développement Economique et Social
SOS SAHEL	SOS SAHEL
SWISSAD	SWISSAD
UAGFRK	Union des Associations et des Groupements Féminins de la Région du Kanem
UFAGNA	Union Féminine des Associations des Groupements du Nord Kanem
UFDB	Union des Femmes pour le Développement du BEG
UGFNA	Union de Groupement des Femmes Nagdoro pour Agriculture
UGI	Union des Groupements Istafackna
UGMC	Union de Groupement des Maraichères de Chadra
UGPM	Union des Groupement Producteurs Maraichères
UNAD	Union Nationale des Associations Diocésaines
CARITAS	
UNHCR	Haut-Commissariat des Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UP	Université Populaire
UROFK	Union Régionale d'Organisation Féminine
WV	World Vision

Résumé

Compte tenu de l'aggravation de la situation nutritionnelle au Tchad et particulièrement dans la bande sahélienne, le Tchad dans ses efforts pour la réduction de la sous nutrition a adhéré au Mouvement Scaling Up Nutrition. Dans sa structuration, le mouvement SUN appuie la mise en place d'une plateforme qui regroupe tous les secteurs de la nutrition et des réseaux dont celui de la société civile. C'est dans cette optique qu'ASRADD et ACF ont trouvé nécessaire de faire la cartographie des organisations de la société civile pour avoir une vision globale. L'objectif de cette étude est d'élaborer une base des données portant sur les acteurs et leur domaine d'intervention dans les trois régions.

Cette étude est basée sur approche participative et qualitative a été adoptée tant au niveau de diagnostic des organisations de la société civile que pour la compréhension des dynamiques et des enjeux qui les caractérisent et qui ont servi de base pour l'exercice de recensement des besoins en renforcement de leurs capacités

L'exercice de diagnostic mené a mis en évidence une série de problèmes et de difficultés que les OSC sont en train de vivre. Les principaux résultats de l'exercice de mapping montrent :

- La couverture géographique en terme de nombre est appréciable ;
- Une disponibilité et volonté des acteurs des OSC se fait ressentir ;
- Une faible structuration ;
- Des ressources financières limitées ;
- Une très faible compétence technique et rayon d'intervention des OSC locales ;
- Manque de programmation et planification des OSC ;
- Une capacité de communication très insuffisante ;
- Une action orientée vers la solution des problèmes mais avec une difficulté à moyen et long terme.

Du fait de sa très faible structuration et du cloisonnement de ses activités, ainsi que sa carence en ressources financières, l'impact de son action risque d'être perturbé.

Introduction

Dans le souci d'atténuer le fardeau de la malnutrition qui est un problème de santé publique au Tchad, le Gouvernement a pris des engagements tels son adhésion en avril 2013 au Mouvement Scaling Up Nutrition (SUN), l'élaboration de la politique nationale de nutrition et d'alimentation et un plan d'action multisectoriel dans le but de renforcer la nutrition et de mettre à l'échelle les interventions nutritionnelles.

A cet effet, une plateforme multisectorielle est mise en place sous la direction du Ministère de la Santé Publique à travers la Direction de Nutrition et de Technologie Alimentaire (DNTA). Cette plateforme regroupe tous les acteurs de la nutrition et constitue un cadre d'échange et de dialogue entre les représentants de différents secteurs qui exercent dans les domaines sensibles et spécifiques de la nutrition afin de prendre en compte la dimension multisectorielle de la nutrition.

Dans sa structuration fonctionnelle, cette plateforme doit travailler avec les autres réseaux et plateformes existants pour assurer sa durabilité et pour éviter de dupliquer les initiatives déjà existantes. C'est ainsi que les réseaux des parlementaires, des scientifiques, des journalistes et des Nations Unies ont été mis en place.

Il manque cependant, le réseau de la société civile dont le rôle dans les interventions publiques est capital.

Au Tchad, les organisations de la société civile ou les associations sont régies par l'ordonnance N°27/INT/SUR du 28 juillet 1962. Ces associations peuvent être regroupées en réseau telles les associations syndicales, de droit de l'homme, des défenseurs des consommateurs... Il manque un réseau spécifique à la nutrition.

C'est pour combler ce vide que l'Association Sahélienne de Recherches Appliquée pour le Développement Durable (ASRADD) et Action Contre la Faim (ACF) deux ONG, une nationale et une internationale avec l'appui de l'UE ont pris l'initiative d'appuyer la mise en place de ce réseau dans les 3 régions Bahr El Gazal, Kanem et N'Djamena.

Cette étude permet de localiser les OSC par sous-secteur afin d'avoir une vision globale des acteurs afin d'avoir des interventions concertées et coordonnées. Le projet pourra donc avoir une image réelle du maillage des OSC au niveau nationale. Cette activité permettra aussi de connaître les OSC, leurs modes et moyens de fonctionnement, leurs capacités et besoins en termes de renforcement de compétences pour des interventions efficaces et efficientes.

I. Objectifs

- Elaborer une base de données portant sur les activités et les acteurs œuvrant dans le domaine de la nutrition et de l'alimentation dans les trois régions d'intervention ;

- Dresser une cartographie Complete des acteurs présents dans les trois régions ;
- Evaluer des zones de couverture des OSCs ;
- Analyser les modalités de la mise à l'échelle des interventions nutritionnelles dans les trois régions.

II. Méthodologie

En ce qui concerne l'aspect méthodologique, l'approche participative et qualitative a été adoptée tant au niveau de diagnostic des organisations de la société civile que pour la compréhension des dynamiques et des enjeux qui les caractérisent et qui ont servi de base pour l'exercice de recensement des besoins en renforcement de leurs capacités

Tout au long de l'étude, les enquêteurs ont des entretiens avec les représentants des associations, des groupements ainsi que les coordinateurs terrains des organisations nationales et internationales.

Ci-après est reporté l'élément de l'approche méthodologique qui a été utilisée par l'étude.

Une fiche de questionnaire composée de plusieurs indicateurs grâce auxquels il a été possible de mener un diagnostic de l'organisation pour servir comme base pour comprendre sa vocation, sa mission , ses faiblesses et ses besoins en renforcements de capacités. Les six indicateurs dont chacun est composé d'une série de questions qui suivent :

- La dynamique institutionnelle
- La pertinence de la mission et la cohérence avec l'action
- La consistance de la structure
- La pluralité et la transparence des financements
- La transparence générale de l'organisation
- L'attitude à la programmation et à la planification

Le questionnaire a été administré à toutes les organisations de la société civile qui sont sensibles à la nutrition dans les trois régions (N'Djamena, Kanem et Bahr El Gazal) dans le but de fournir une vue d'ensemble des problématiques de ce type d'organisations

La collecte de données s'est passée du 08 au 16 février à N'Djamena, du 23 février 2016 au 03 mars 2016 dans la région de BEG et du 05/03/2016 au 15/03/2016 dans la région du Kanem par enquêteurs ayant suivi une formation. Le recrutement et la formation des enquêteurs sont faits localement. La formation a pris un jour (06/02/2016) et comprenait les séances théoriques sur les objectifs de l'enquête, la méthodologie et les procédures sur le terrain. Chaque enquêteur est doté d'un GPS, d'un sac à outil plus des fiches de collecte des données. La planification de l'enquête et la collecte des données sont assurées par le responsable adjoint du plaidoyer.

Au total 137 organisations locales, nationales tout comme internationales ont compilé le questionnaire, respectivement 30 pour la région de Bahr El-Gazal, 45 pour la région du Kanem et 62 pour N'Djamena.

III. Résultats

III.1 Répartition des OSC dans la zone d'intervention du Projet DEVCO

Au total 137 OSC ont été recensées dans les trois régions dont 81 locales 12 nationales et 44 internationales telles représentées dans la figure 1.

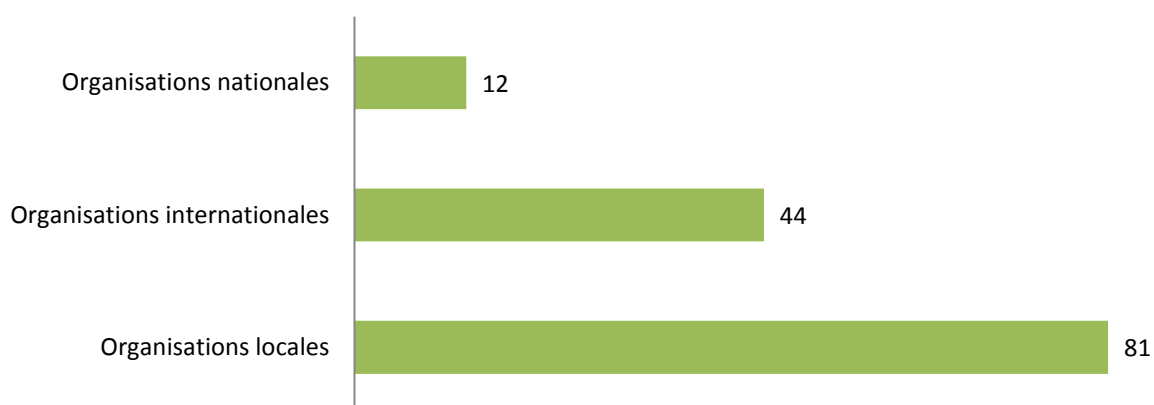


Figure 1 : Rayon d'intervention des organisations de base

Au niveau régional, on constate 64 OSC au Kanem, 30 au BEG et 45 à N'Djamena. C'est une représentation géographique appréciable. Les OSC locale; (81/137) représente globalement le rayon d'action de 59,12% des organisations prises en considération par l'étude et suivi de la dimension internationale qui est de 32,11% , la dimension nationale est le plus faible avec 8,95%. Ces données montrent qu'il y a moins des organisations nationales sensibles à la nutrition dans les trois régions : N'Djamena, Kanem et BEG.

Pour ce qui est du rayon d'intervention par secteur, on constate qu'au niveau régional, il y a une large dimension des OSC locales et une faible dimension des OSC nationales et internationales tandis qu' au niveau central, on voit une forte dimension des OSC internationales, suivi des OSC locales et une faible dimension des OSC nationales. Le graphique nous ressort d'une manière très claire le faible taux des OSC nationales intervenant dans le domaine de la nutrition dans les zones d'intervention.

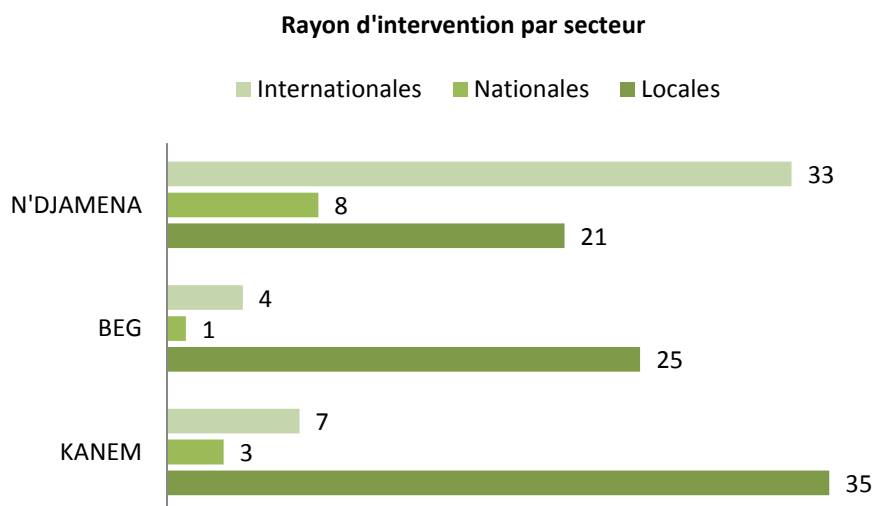


Figure2 : Rayon d'intervention par secteur

La représentation spatiale montre la couverture géographique des OSC au Kanem, au BEG et à N'Djamena telle que représenté sur la figure 3

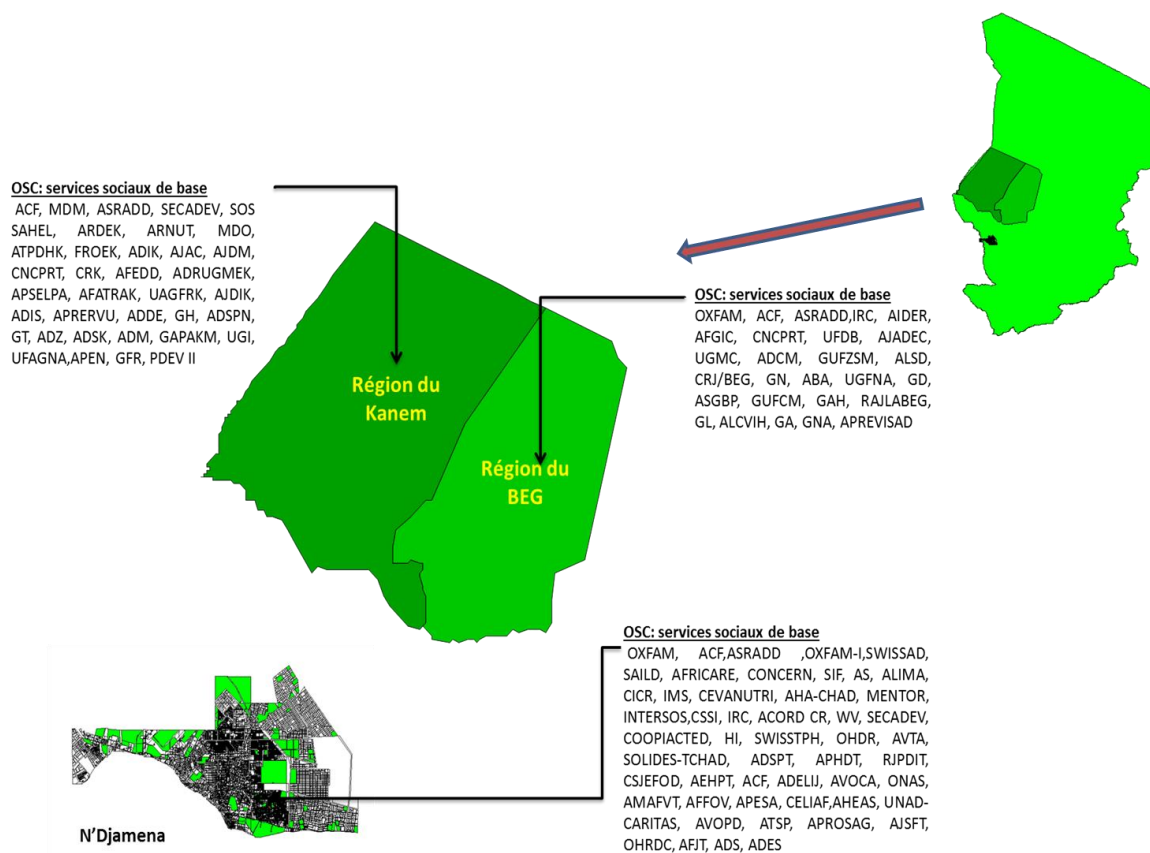


Figure 3 : Répartition des OSC dans la zone d'intervention

III.1.1 Les acteurs de nutrition et de sécurité alimentaire présents dans les trois régions

On constate que dans les trois régions, il y a une forte présence des acteurs intervenants dans le domaine de la nutrition et de la sécurité alimentaire. Ce qui explique la motivation de la société civile à chercher des solutions aux problèmes de la malnutrition qui sévit dans ces régions.

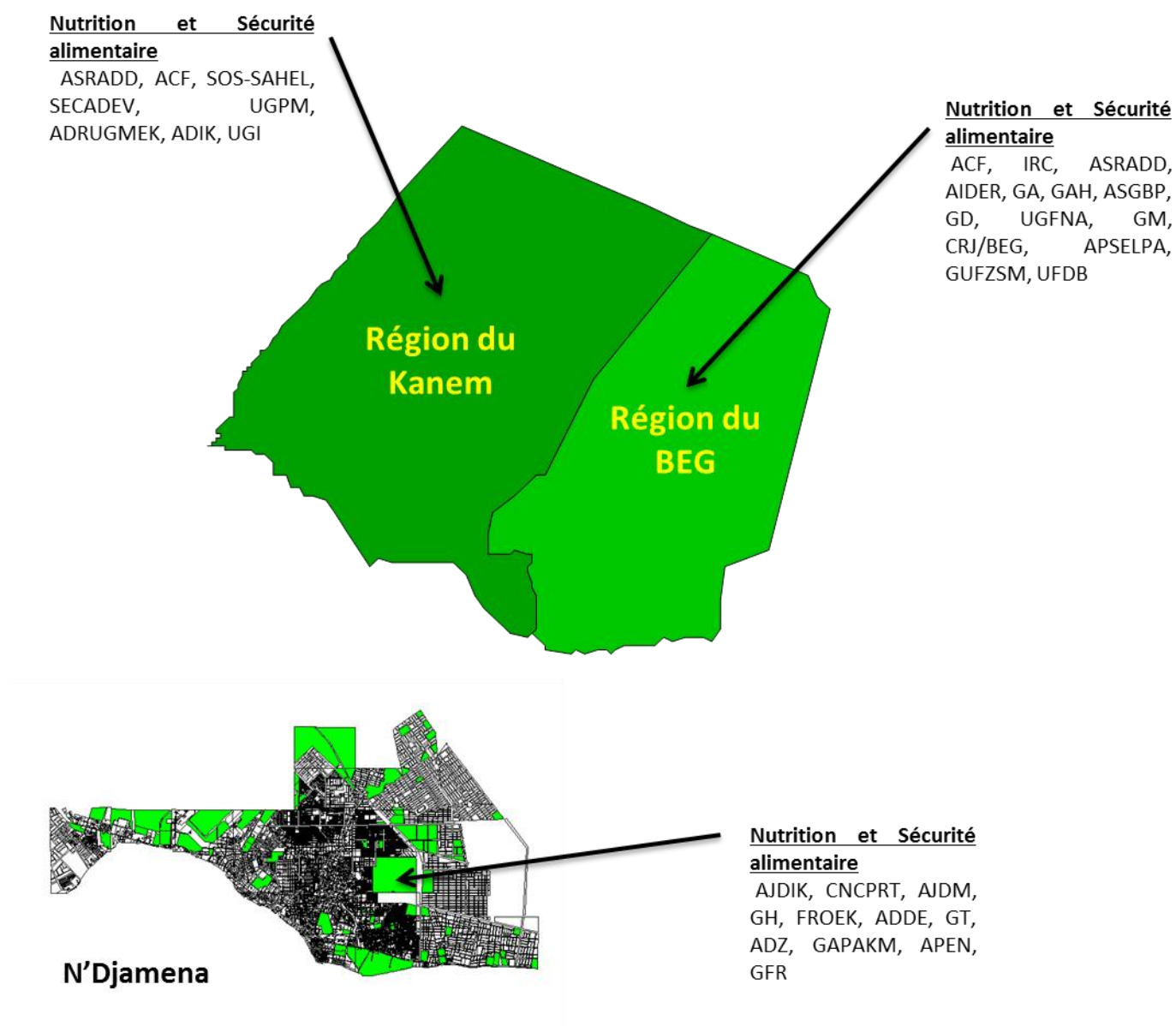


Figure 4: Positionnement des acteurs de nutrition et de sécurité alimentaire dans les trois régions

III.1.2. Les acteurs de nutrition présents dans les trois régions

Comme on peut le constater, cette étude de la cartographie a permis d'avoir une vue claire des acteurs qui interviennent dans la nutrition. Cette prolifération des OSC intervenant dans la nutrition explique la gravité de la situation nutritionnelle dans les trois régions.

Nutrition:

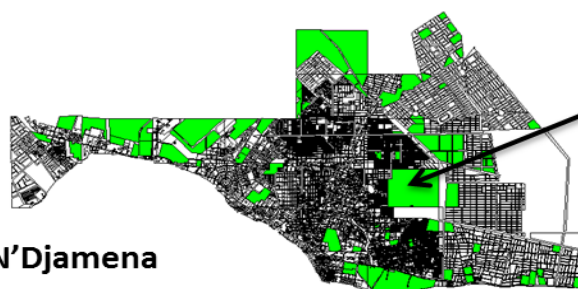
ADIS, MDM, UAGFRK,
APSELP, AFEDD, CRK, ARDEK,
ARNUT,, RASCK, ADSPN, ADSK,
ADM, UFAGNA, APPERVU

**Région du
Kanem**

**Région du
BEG**

Nutrition:

AJV,
APREVISAD,
ALCVIH, GL, ABA,
ALSD, ADCM,
CNPRT.



N'Djamena

Nutrition:

WV, MSF, IMC, COOPI, AVTA, ALIMA,
CEVANUTRI, AS, ADSPT, ONAS,
AMAFVT, AFFOV, MDM, CICR, AHA-
CHAD, MSF-S, CSSI, HI, REACH, CSJFD,

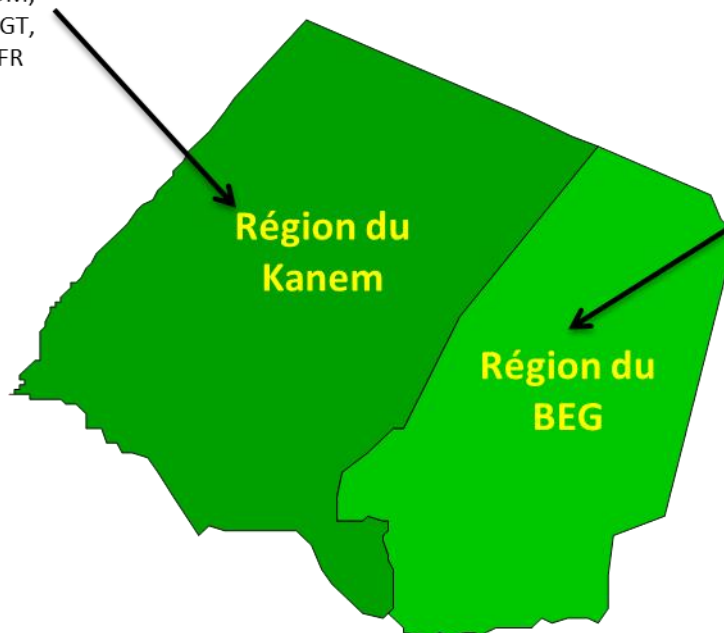
Figure 5: Positionnement des acteurs de nutrition dans les trois régions

III.1.3. Les acteurs de sécurité alimentaire présents dans les trois régions

Ce graphique(Fig.6) nous fait sortir les OSC qui interviennent uniquement dans la sécurité alimentaire dans les trois régions. On constate qu'à N'Djamena il y a une forte dimension des acteurs qui interviennent dans la sécurité alimentaire ensuite vient le Kanem et le BEG. Ces OSC se focalisent uniquement dans la sécurité alimentaire et elles en font leur problème majeur.

Sécurité alimentaire

AJDIK, CNCPR, AJDM,
GH, FROEK, ADDE, GT,
ADZ, GAPAKM, APEN, GFR

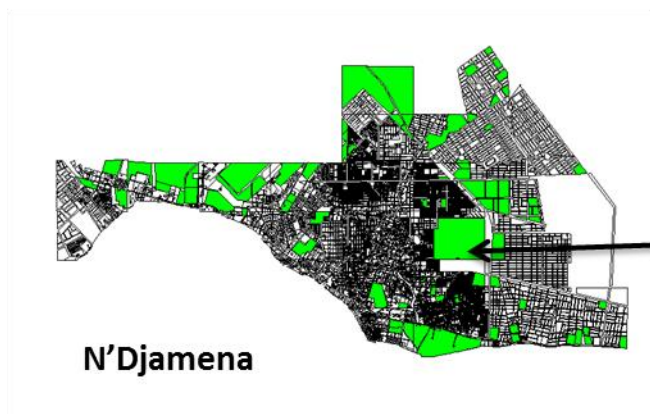


Région du
Kanem

Région du
BEG

Sécurité alimentaire

OXFAM, GNA,
GUFCM, UGMC,
AJADEC, AFGIC



N'Djamena

Sécurité alimentaire

ACTED, AFRICARE,
INTERSOS, SAILD, SWISSAD,
CARITAS, SIF, OHDR,
SOLIDES-TCHAD, AVOCA,
APESA, OXFAM-INT,
OXFAM-GB,

Figure6 : Positionnement des acteurs de sécurité alimentaire dans les trois régions

Au niveau du positionnement des OSC dans les trois régions

La Représentation spécifiquement du Kanem est déclinée selon les trois Départements et Districts fonctionnels. Elle montre que le District de Mao est plus servi que Mondo et Nokou comme montré dans la figure 7.

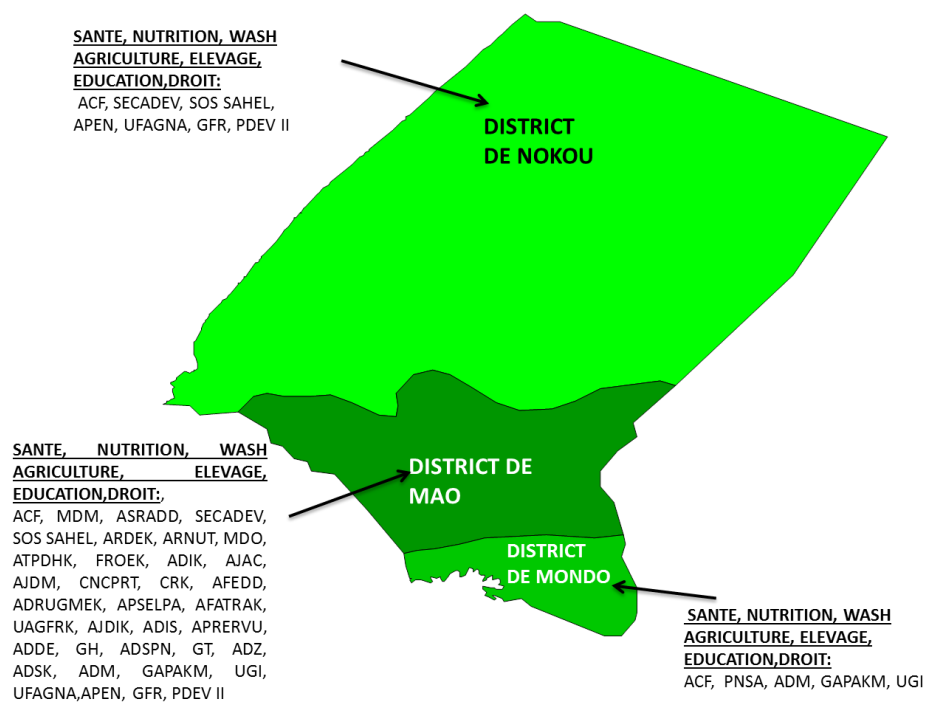


Figure 7 : La répartition des OSC dans le Kanem

La Région de Bahr El Gazel constitue un seul District fonctionnel. Les OSCs sont réparties ici selon leur couverture géographique : internationale, nationale et locale

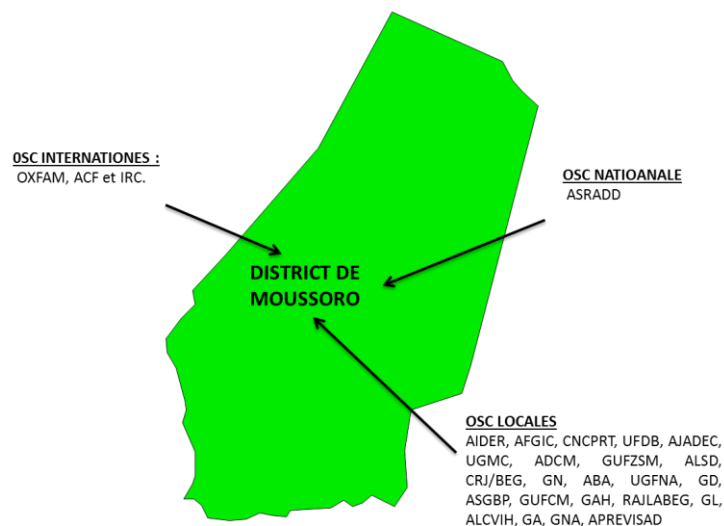
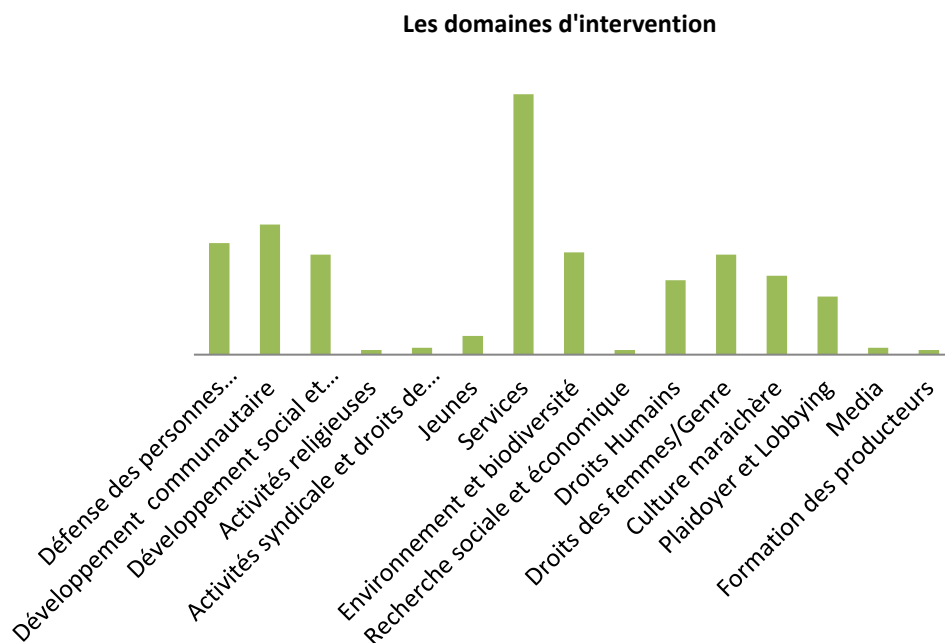


Figure 8 : La répartition des OSC selon la couverture géographique

III.2 Domaines d'intervention des OSC

De manière générale, les organisations de la société civile semblent avoir un bon potentiel pour la recherche des solutions aux nombreux problèmes à caractère social et économique. En première analyse, bon nombre des organisations semblent avoir leur origine justement dans la tentative de résoudre les problèmes ponctuels, et précisément comme dans le contexte de notre étude les problèmes sanitaires et nutritionnels. Toutefois il est de plus en plus fréquent que des associations soient créées dans un but différent, comme celle dont la finalité n'est pas liée à la solution d'un problème spécifique mais plutôt de renforcer les liens au sein de la famille à travers les activités communes telle que la salubrité et autres.

Pour ce qui est des domaines d'intervention des organisations de la société civile, les services (santé, nutrition, eau, hygiène et assainissement) sont au premier rang suivi de développement communautaire, des droits des personnes marginalisées, environnement et biodiversité, des droits des femmes, culture maraîchère et le plaidoyer. Ces données confirment la tendance des organisations de la société civile à être utile pour la solution des problèmes ponctuels.



Figur9: Domaines d'activités recensées des OSC

Comme indique la figure 6, une distribution reflète de manière plus réaliste les domaines d'intervention des OSC opérant selon une orientation à la responsabilité sociale en faveur d'intérêt collectif de trois régions des zones d'interventions. Dans ce sens, l'on peut observer qu'au premier rang sont les associations dites services de base, le développement communautaire et l'environnement puis les autres qui dans les droits humains et le media.

III.3 Domaine spécifiques

L'estimation des organisations de la société civile qui exercent dans le domaine de la nutrition ou qui sont sensibles à la nutrition sur le plan quantitatif est un exercice difficile au vu de la carence des données et statistique disponible. Nous avons reçu une liste des OSC auprès d'AIDER à Moussoro ; de ARDEK à Mao et OANET à N'Djamena mais beaucoup d'entre elles ne répondent pas à notre critère. En plus ces listes contiendraient des OSC qui répondent à nos critères et n'existeraient plus ou sans activités pendant plusieurs années.

Au-delà de la fiabilité de cette étude, ce qui est intéressant ce sont les secteurs et les domaines des activités.

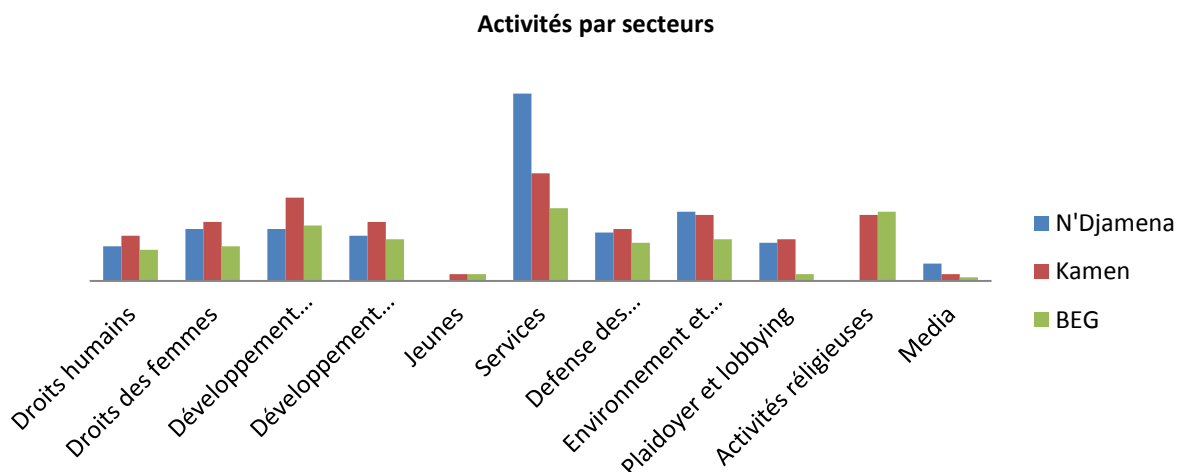


Figure 10: Nombres des OSC recensées par secteurs et domaines d'activités

Ce graphique (fig.10) nous montre que la plupart des OSC qui sont dans les trois régions à savoir N'Djamena, Kanem et BEG, interviennent dans le domaine de services sociaux de base, ce qui prouve que dans ces régions il y a un réel problème social.

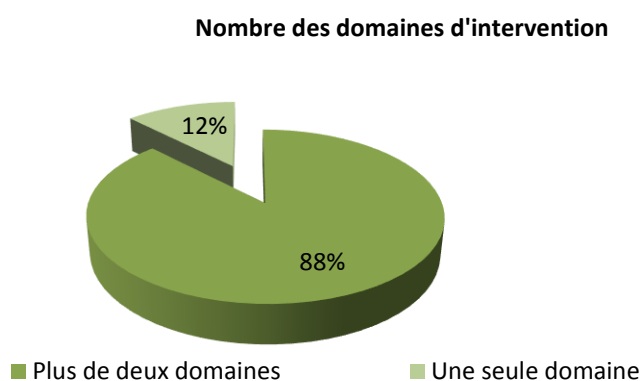


Figure 11: Nombre de domaines objet d'intervention des OSC

Concernant les domaines d'intervention, il est nécessaire d'encourager les OSC parce qu'elles ont un champ très large d'intervention. La majorité des OSC intervient dans plusieurs domaines, on voit ici une dimension faible 12% des OSC seulement interviennent dans un seule domaine, ce qui confirme la volonté des OSC à assumer la fonction sur certaines questions très ponctuelles.

III.4 Ancienneté et cadre institutionnel des OSC

Pour ce qui est de cette analyse, celui du processus d'institutionnalisation et de la consistance des OSC. Les informations collectées semblent indiquer l'existence d'un faible niveau de structuration, ce qui est prévisible pour ces OSC, mais avec une bonne capacité d'adaptation au contexte. On peut constater que des OSC ayant vu le jour au cours des années 1979 et 2010 sont toujours opérationnelle.

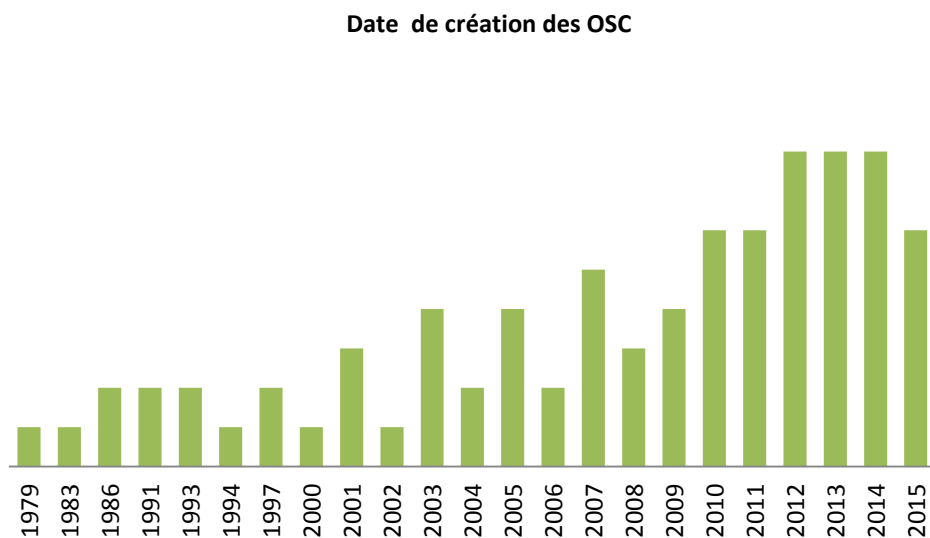


Figure12 : Date de création des OSC

L'ancienneté moyenne est assez élevée : 20 ans. Si l'on prend en considération deux périodes, celle du 1979-2010 et celle 2010-2015, nous avons la situation représentée par la figure suivante.

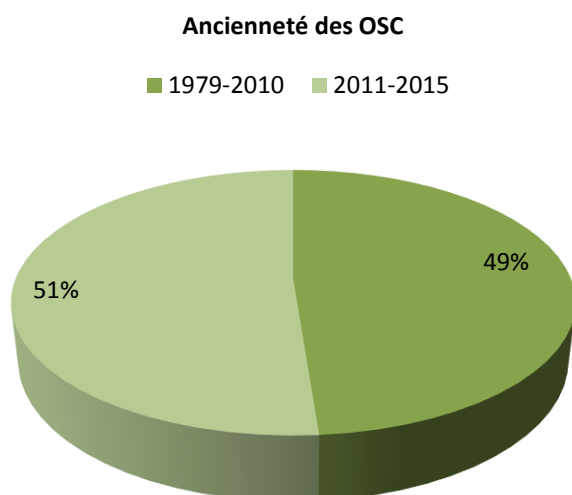


Figure13 : L'ancienneté des OSC

Les OSC créées avant 2010 atteignant 51% représentent donc la majorité, alors que celles qui ont vu le jour à partir de 2011-2015 atteignant 49%, ce qui témoigne d'une longévité importante pour ce type d'acteur collectif.

Sur la consistance de ce type d'organisation de la société civile, l'aspect qui mérite d'être salué est la disponibilité d'un bureau propre, 95% des OSC dispose de locaux, ce qui permet d'être repérée et de tenir des réunions.

Disponibilité d'un bureau autonome

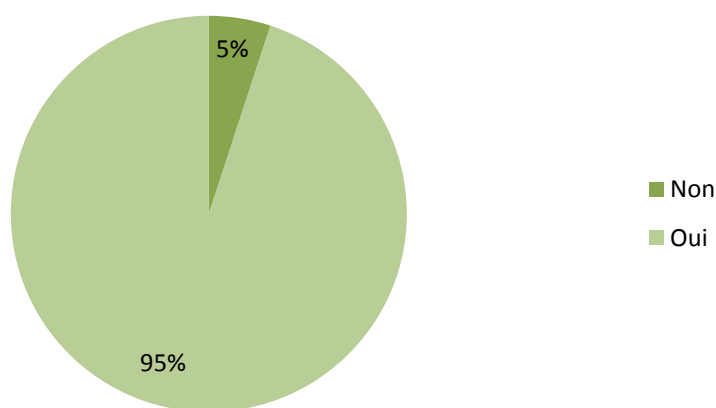


Figure 14: Disponibilité du bureau

Si l'on analyse la structure du personnel, il ressort que 53% des OSC ont du personnel en plein temps et 19% dispose de personnel en bénévolat. Les différents scores sont ci-après rapportés

Personnel

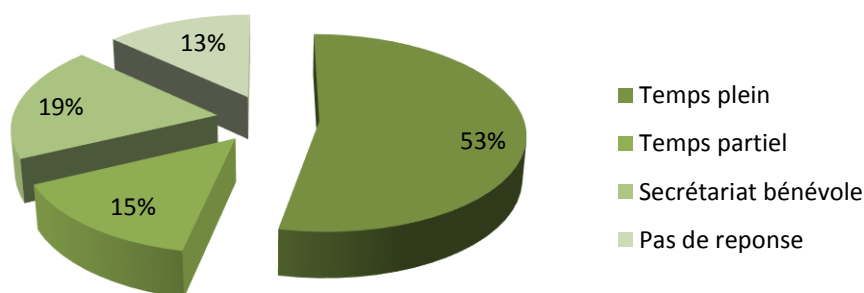


Figure 15: Personnel

III.5 Gestion et gouvernance interne des OSC

Si l'on passe à l'analyse du mode fonctionnement interne des OSC et on s'interroge sur l'efficacité et l'efficience des modalités de gestion et la gouvernance interne, le premier indicateur, à prendre en compte est le droit de participer à l'assemblée générale (AG).

D'après les réponses obtenues au questionnaire, 46% des organisations, ce droit est réservé aux membres à jour de leurs cotisations, ce qui signifie que l'organisation n'est pas ouverte à de nouvelles adhésions ou que les autres membres ne sont pas impliqués dans la prise de décision.

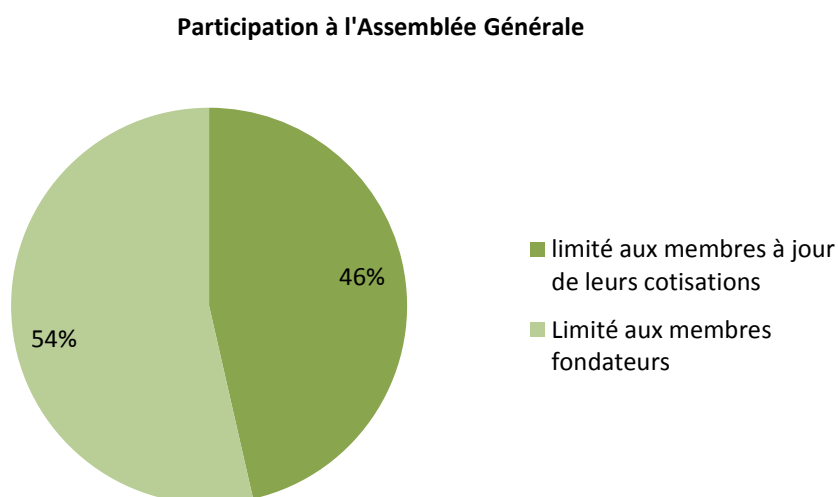


Figure 16: Participation à l'Assemblée Générale

Quant au Bureau Exécutif, son rôle est le plus souvent de gestion (72%), cela témoigne d'organes qui suivent dans le quotidien la structure. En effet, lorsque la fonction du bureau est de consultance, on a à faire à une organisation qui délègue les objectifs stratégiques et les activités à des salaires.

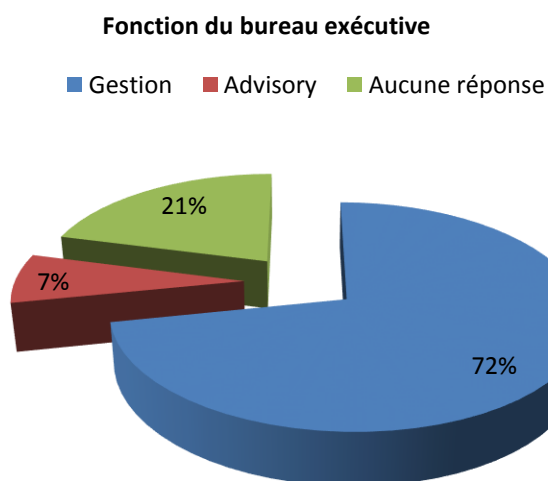


Figure17 : Fonction exécutive du bureau

III.6 Financement des OSC

La question des ressources financières est d'importance capitale pour l'opérationnalité des OSC. Comme on peut le constater dans le graphique (Fig.18) ci-après les budgets à la disposition des OSC sont assez faibles puisque la plupart est inférieure à 500 000 FCFA, ce qui explique le réel problème de financement des OSC dans les trois régions.

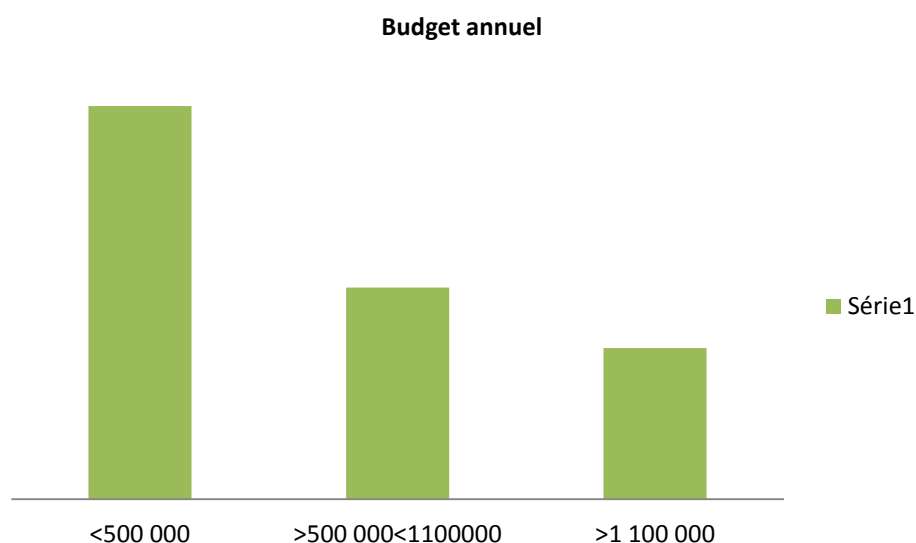


Figure18 : Budget annuel

Si l'on calcule le budget moyen des OSC interviewées, la valeur atteint 12 151 846 FCFA. Bien évidemment dans ce montant sont comprises les ressources provenant de l'autofinancement, sources financières principales pour les OSC. En effet, les OSC qui disposent uniquement de ressources provenant de l'autofinancement représentent 40% alors que celles qui peuvent compter sur de ressources liées à des projets atteignent 52% des OSC impliquées dans l'étude.

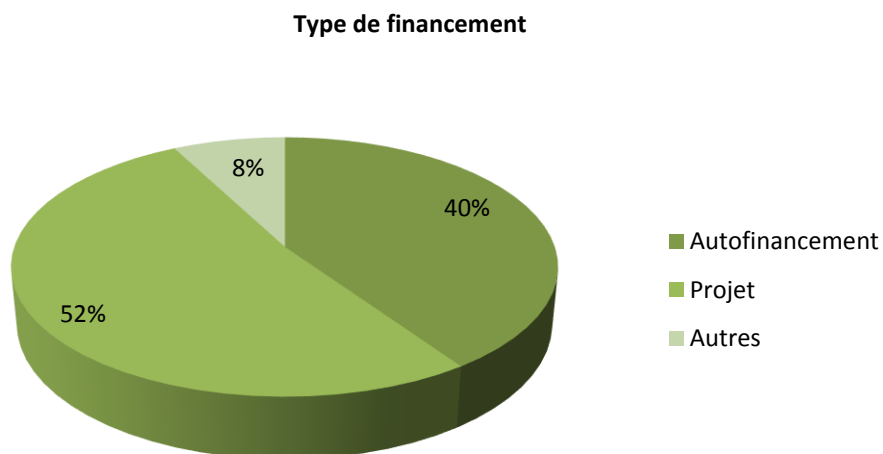


Figure 19: Type de financement

Comme on peut constater sur la graphique (fig, 19), le financement est un problème crucial, la graphique montre que sur les OSC recensées 52% exercent avec leurs fonds propres et seulement 40% trouvent de financement des bailleurs.

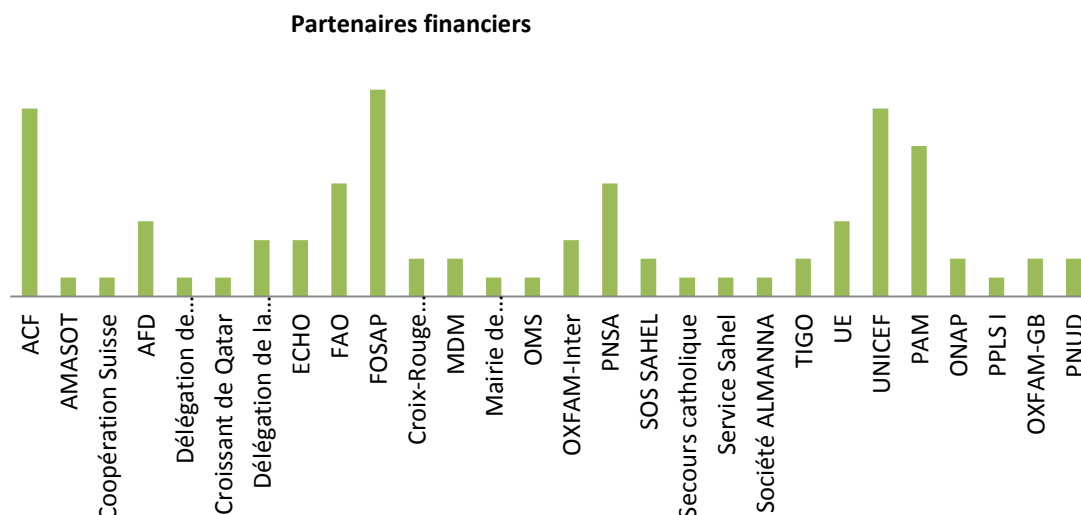


Figure20 : Partenaires financiers

La plupart des OSC ont des partenaires pour les activités qu'elles mènent. On constate que le FAO vient au premier rang des partenaires qui financent les OSC dans les trois régions suivi d'Unicef et ACF. Ce qui est visible dans ces deux régions : Kanem et BEG la malnutrition fait rage et ces acteurs sont les acteurs clefs dans la lutte contre la malnutrition dans la région du Kanem et du BEG.

III.7 Programme et planification

L'existence de planification et de programmation sont des facteurs pour la pérennisation d'une organisation. Le plan d'action et la planification sont en effet les outils privilégiés pour qu'une attitude puisse se transformer en modalité concrète de mode opératoire des OSC.

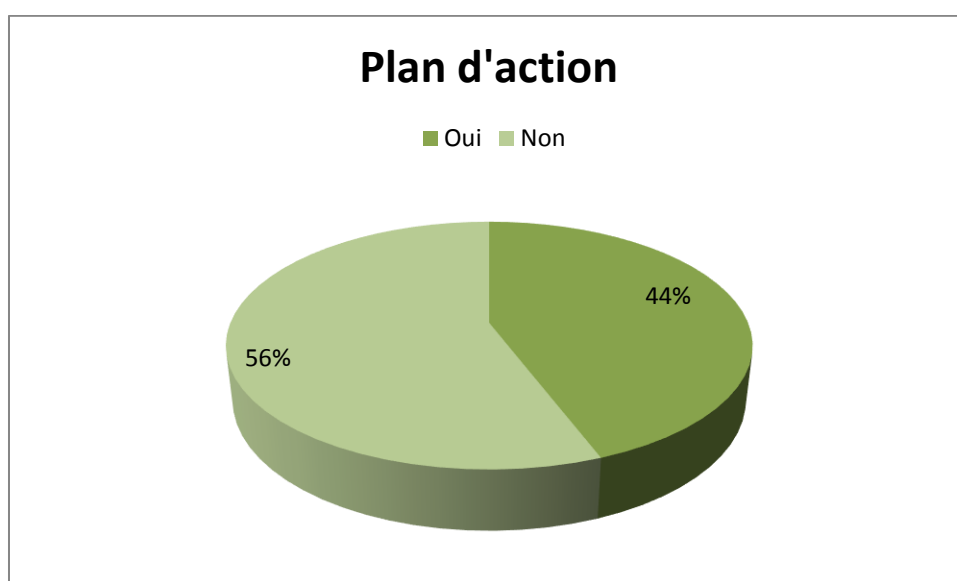


Figure21 : Existence de plan d'action

Comme on peut constater, les OSC ayant un plan d'action sont 56% alors que 44% des OSC analysées par l'étude font en réalité une navigation à vue, ce qui fragilise énormément une organisation

Les résultats obtenus pour l'existence d'un plan d'action stratégique sont faibles.

En effet, les OSC qui disposent d'un plan stratégique atteignent à peine 31% des OSC impliquées dans l'étude

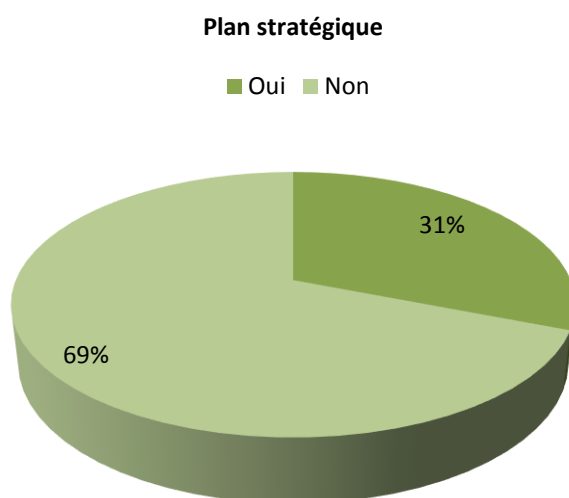


Figure22 : Plan stratégique

III.8 Besoins en renforcement de capacités

La question du renforcement de capacités complexe et nécessite l'intervention de plusieurs acteurs : l'organisation potentiellement bénéficiaire mais surtout des experts externes à l'organisation en mesure de comprendre en quoi cette organisation doit être renforcée et surtout quels sont les outils les plus adaptés pour y arriver.

En réalité, le besoin en renforcement de capacités exprimées par l'organisation ne correspond que très rarement aux besoins réels et toute action de renforcement de capacités comporte un exercice qui vise à réduire l'écart entre le besoin perçu par l'organisation et le besoin réel.

C'est pour cela que les réponses au questionnaire ne représentent qu'un aspect très partiel qui devra être intégré dans un diagnostic institutionnel et organisationnel fait en profondeur pour définir non seulement ces besoins mais également le parcours et les outils pour arriver à des objectifs qui doivent être partagés, par tous les membres de l'organisation. Ceci est une deuxième limite de ces réponses au questionnaire

En effet, le diagnostic nécessite la participation de plusieurs personnes de l'organisation, et notamment, outre les leaders ou les responsables, les membres qui n'ont pas un rôle de responsabilité. Or le questionnaire a été soumis à des individus qui représentaient l'organisation, pour la plupart les responsables institutionnels.

Il est donc évident que les réponses ne peuvent pas être prises de manière absolue comme la description de la réalité. Bien évidemment le présent rapport prendra en considération dans les prochains chapitres qui nécessite de définir un cadre précis de renforcement de capacités. Ces derniers ne seront que le résultat de croisement de plusieurs informations qui seront intégrées dans une analyse plus complète et surtout qualitative.

En outre, il ne faut pas oublier que les questions sur le renforcement de capacité prévoyaient des réponses fermées, c'est-à-dire déjà continues dans chaque organisation ne pouvait donc pas exprimer plus de 5 options sur les 14 qui étaient reportées, et ce pour éviter l'effet du tout est important. Sur un plan concret, l'exercice du représentant de l'organisation a consisté en une réflexion sur les priorités en matière de renforcement de capacité rapportées à sa propre organisation.

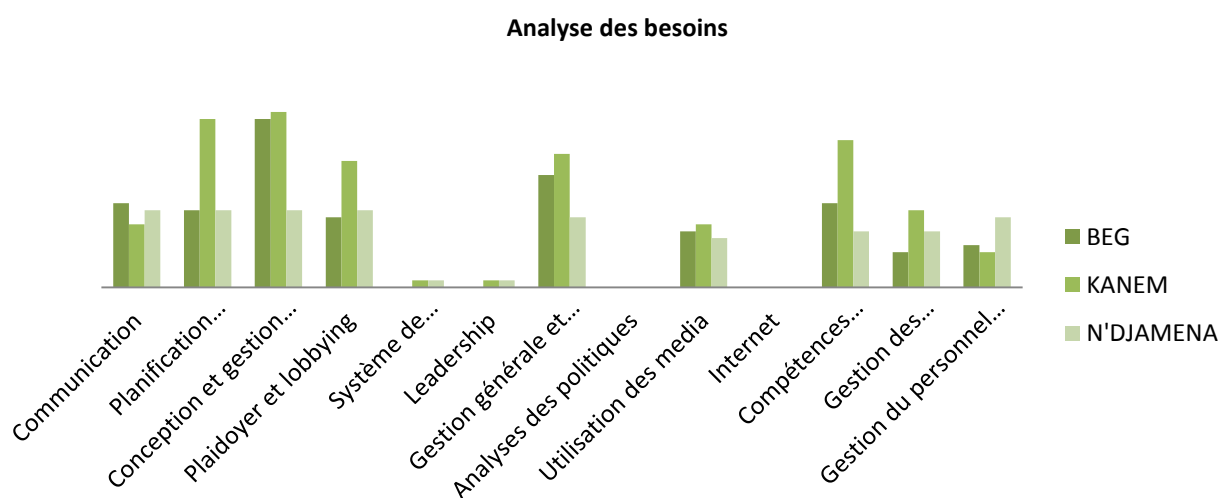


Figure23: Les priorités en matière de renforcement de capacités

En prenant en compte ces limitations sur la valeur et la portée théorique et méthodologique des informations qui seront analysées dans ce paragraphe, le graphique (Fig.20) ci-après rapporte la situation complète pour les 137 OSC impliquées.

Parmi les priorités les plus évoquées par les OSC en matière de renforcement de capacités nous trouvons que la conception et gestion de projet suivi de la planification stratégique, de la compétence technique, de la gestion générale et financière et du plaidoyer et lobbying.

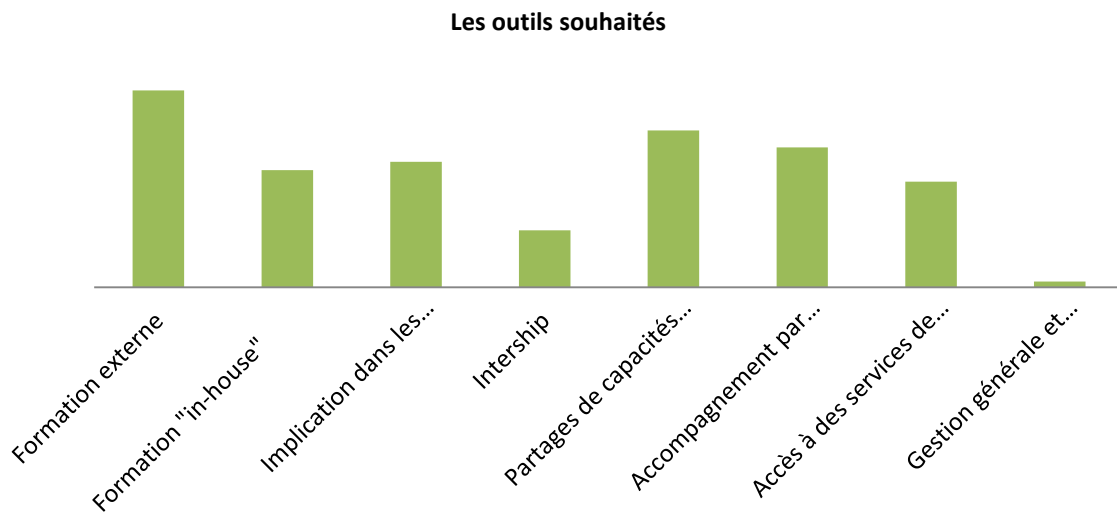


Figure24 : Les outils souhaités pour le renforcement de capacités

L'objet de ce paragraphe est donc celui de prendre en compte comment les OSC voient leurs points forts et leurs faiblesses. En commençant par ces dernières, dans ce graphique (Fig.21) la faiblesse majeure selon les avis récoltés des OSC impliquées dans cette étude, est celle de la ressource financière suivie de l'indisponibilité des membres, l'effectif moins important et le manque de compétence technique. Cela témoigne, sans ressource financière rien ne peut marcher dans une organisation, on voit ici l'indisponibilité des membres et le manque de compétence. Alors la question est de voir comment amener les OSC à mobiliser les ressources pour pouvoir résoudre les problèmes ponctuels.

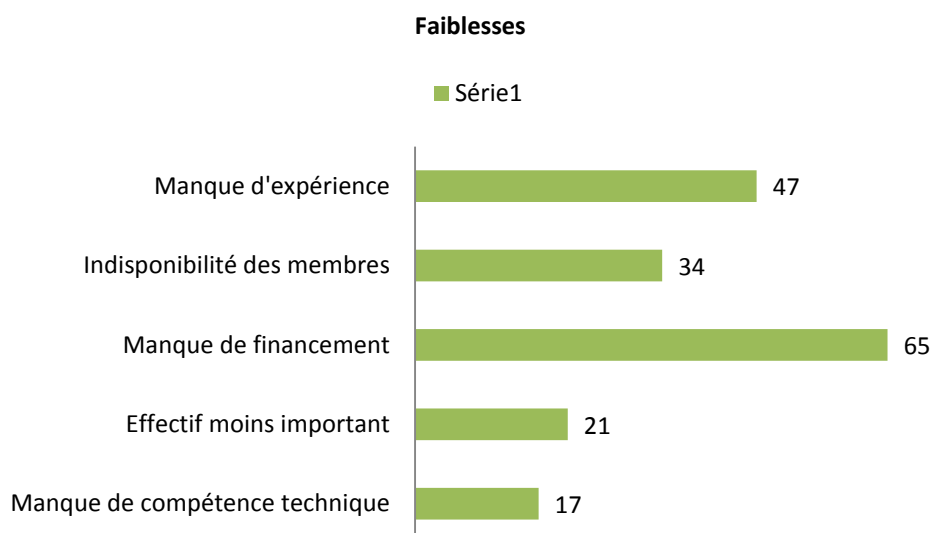


Figure25 : Les faiblesses

Quant aux points de force, on trouve la culture maraîchère au premier rang suivie par la sensibilisation, la disponibilité, les ressources humaines et la formation. Ce qui prouve que

dans le Kanem et le BEG, l'activité phare des OSC c'est la culture maraîchère puisqu'il y a une faible pluviométrie, elles développent la culture à contre saison.

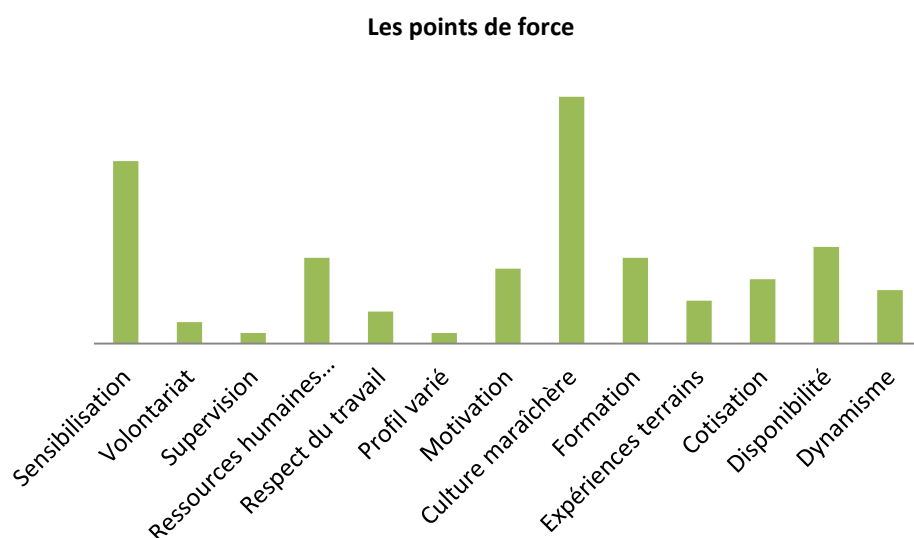


Figure26: Les points de forces des OSC

III.9 Couverture géographique de la PCIMA dans la zone d'intervention

Selon les données recueillies auprès de la DNA au Ministère de la Santé, le nombre des enfants pris en charge au niveau national est de 152'212 enfants MAS (UNT plus UNA) et 114'400 MAM (UNS). La répartition dans les zones d'intervention donne : 24184 MAS et 14 076 MAM au Kanem; 11608 MAS et 18562 MAM au BEG et enfin 19335 MAS et 0 MAM à N'Djamena (fig.27, 28). Il faut noter, les UNS n'existent pas à N'Djamena.

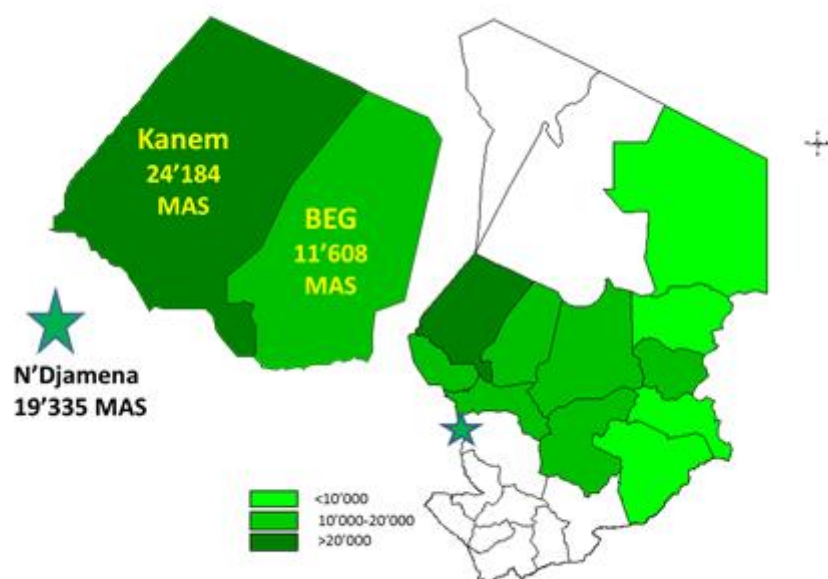


Figure27 : couverture géographique pour MAS

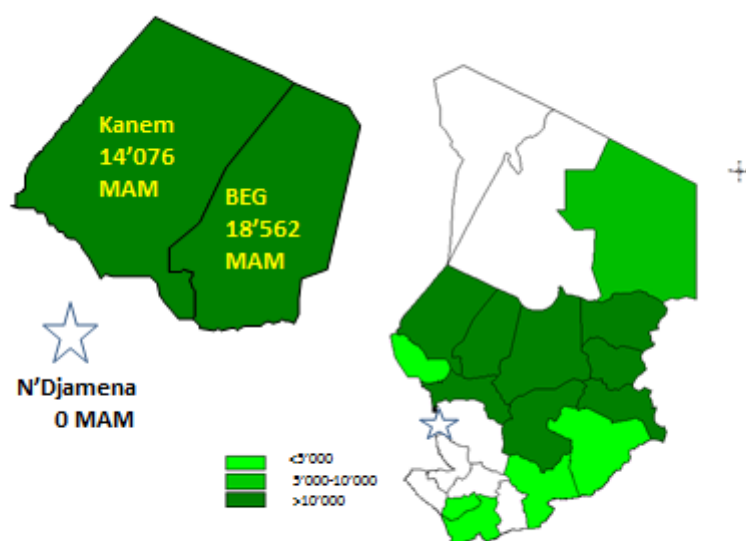


Figure28 : couverture géographique pour MAM

Conclusion

L'étude de la cartographie menée jusqu'à ici a mis en évidence un certain nombre de problèmes et des difficultés que les OSC sont en train de vivre. Ces difficultés témoignent d'une situation plus générale que traverse ce dernier temps les organisations de la société civile.

Il faut noter les organisations de la société civile malgré les difficultés rencontrées, sont très fortes dans la recherche de solutions aux problèmes sociaux qui affectent les populations.

Du fait de sa très faible structuration et du cloisonnement de ses activités, ainsi que sa carence de ressources financières, l'impact de son action risque d'être perturbé.

Parmi les faiblesses les plus importantes sont à signaler à celles liées au montage du projet, la gestion des bénévoles et bien évidemment l'insuffisance des ressources financières. Quant aux points forts, ce sont sans doute la culture maraîchère, la sensibilisation et la disponibilité ainsi que certaines compétences techniques.

Les principaux besoins de renforcement de capacités manifestés concernent la conception et la gestion du projet, la planification stratégique, les compétences techniques, la gestion générale et financière, le plaidoyer et lobbying et la communication. Concernant les outils de renforcement de capacités souhaités vient en première position la formation externe, le partage de capacités avec d'autres organisations et l'accompagnement par une autre organisation plus expérimentée.

Annexes



Fiche de questionnaire pour les OSC

Partie 1- Identification

1.1. Identification

Nom de l'organisation :	
Acronyme :	
Date de fondation :	
Date d'enregistrement ou agrément :	
L'organisation dispose-t-elle d'un siège autonome :	Oui : Non :
Personne de contact	
Tel :	
Fax :	
Email :	
Site web :	
BP :	
Ville :	
Coordonnées GPS :	
Local (rural/urbain) :	
International :	
Section/Branche d'une ONG/organisation nationale :	
Section/Branche d'une ONG/organisation internationale :	
Couverture géographique (commune couvertes par les activités réalisées par l'organisation)	Votre organisation dispose-t-elle d'antennes communales ou dans les autres villes

1.2. Mission, stratégies, activités et financement

Principal/aux secteurs/activités	<ul style="list-style-type: none"> ○ Droits humaines ○ Démocratie/Bonne gouvernance/Education civique/citoyenneté ○ Droits des femmes/Genre ○ Développement communautaire ○ Plaidoyer et Lobbying ○ Services (santé, eau et assainissement, éducation, etc.) ○ Environnement et biodiversité ○ Jeunes ○ Culture et sports ○ Activité syndicale et droits des consommateurs ○ Développement social et économique ○ Média ○ Recherche sociale et économique ○ Défense des handicapés ○ Défense des enfants ○ Défense des groupes marginalisés ○ Activités religieuses ○ Autre (spécifier) <p>Selon quel ordre d'importance ?</p> <p>1.</p> <p>2.</p> <p>3.</p> <p>4.</p>
Objectifs poursuivis par l'organisation	<p>1.</p> <p>2.</p> <p>3.</p>
Avez-vous un plan stratégique et/ou un plan d'action	<p>Plan stratégique oui : Non</p> <p>Plan d'action oui : Non</p>
Principaux programmes et / ou activités réalisées au cours des 4 dernières années : (explication très synthétique)	<p>1.</p> <p>2.</p> <p>3.</p>
Budget annuel :	
Principaux bailleurs/clients :	<p>1.</p> <p>2.</p> <p>3.</p>
Type de financements reçus :	<ul style="list-style-type: none"> ○ Projet Budget annuel..... ○ Autofinancement Budget annuel..... ○ Autres (spécifier).....Budget annuel.....

Quel est le bailleur clé pour les ANE ?
---	-------

1.3. Structure de l'organisation

Assemblée générale	<ul style="list-style-type: none"> ○ Limitée aux membres fondateurs ○ Limitée aux membres à jour de leurs cotisations, Régularité et Fréquence des réunions.....
Bureau :	<ul style="list-style-type: none"> ○ Gestion ○ Advisory (supervision, contrôle)
Secrétariat :	<p>Durée de mandat</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Temps plein Nombre..... ○ Temps partiel Nombre..... ○ Bénévoles Nombre

1.4 Coordination et collaboration entre organisation

Votre organisation adhère-t-elle ou est-elle impliquée dans des organisations faitières/réseaux/plateformes/forum/etc. ?	<p>Oui Non</p> <p>Pourquoi ?.....</p> <p>Si oui, quelles sont ces organisations ?.....</p>
Dans votre zone, qui sont les acteurs clefs parmi les ANE ? et pourquoi ?	<p>.....</p> <p>.....</p>

1.4. Relations ANE – Gouvernement

Brève description de vos relations avec le gouvernement aux niveaux territorial/communal	
Pouvez-vous nous citer un exemple où votre organisation a contribué à influencer les politiques gouvernementales ?	

Partie 2- Renforcement de Capacités

Quels sont les points de force de votre organisation ?	1. 2. 3. 4. ...
Quelles sont les faiblesses plus importantes de votre organisation ?	1. 2. 3. 4. ...
Analyse des besoins : Signalez parmi les domaines suivants quels sont les domaines prioritaires en termes de renforcement de capacités pour votre organisation. (lister un maximum de 5 priorités)	<ul style="list-style-type: none"> ○ Planification stratégique ○ Leadership ○ Gestion générale et financière ○ Communication ○ Plaidoyer et lobbying ○ Analyses des politiques ○ Utilisation des media ○ Conception et gestion de projets ○ Internet ○ Compétences techniques ○ Systèmes de monitoring et évaluation ○ Gestion des ressources humaines ○ Gestion du personnel bénévole ○ Autre (spécifier).....
Quels sont les outils les plus utiles pour le renforcement de capacités de votre organisation ?	<ul style="list-style-type: none"> ○ Formation externe ○ Formation « in-house » ○ Accompagnement par une autre organisation plus expérimentée ou professionnalisée ○ Accès à des services de consultance ○ Implication dans les réseaux de renforcement de capacités ○ Partage de capacités (formateurs, matériel) avec d'autres organisations ○ Internship/ "jumelage" avec d'organisations partenaires ○ Autre (spécifier) :.....

Votre organisation serait-elle en mesure d'assurer le renforcement de capacités auprès d'autres organisations/ONG ?	Oui : Non :
	Pourquoi ?
	Si oui, dans quels domaines ?

BASE DES DONNEES DES OSC DANS LES TROIS REGIONS					
Departement	Acronyme	Personnes de contact	Tel 1	Tel 2	Adreese mail
Moussoro	AIDER	MAHAMAT FADOUL HASSAN	66822046	99918656	aiderbahrelgazel@yahoo.fr
Moussoro	AJV	ISSA MAHAMAT ABAKAR	95808877		
Moussoro	APREVISAD	MAHAMAT DJEMEYE ALAHI	99770096	63770096	PREVISAD.Chad@gmail.com
Moussoro	GNA	FATIME MAHAMAT	90665744	68776521	
Moussoro	GA	DJIMILA ABDERAMANE	99662006	99561413	
Moussoro	ADBEG	MAHAMAT DOUBA	99985750	66429604	
Moussoro	ALCVIH	YOUSOUF AHMAT	99194646	99174409	
Moussoro	GL	Achta	99444844	99549571	
Moussoro	PAM				
Moussoro	OXFAM				
Moussoro	ACF				
Moussoro	IRC				
Moussoro	RAJLBEG	OUMAR YOUSOUF	95361697	99970036	
Moussoro	GAH	HAOUA ABAKAR	99 35 70 22		
Moussoro	GUFCM	MARIAM BRAHIM ISSA	99171753	99171752	
Moussoro	ASRADD				
Moussoro	ASGBP	AHAMAT DJIDDI	99263903		
Moussoro	GD	TAMANE MAHAMAT	90834462		
Moussoro	UGFNA	FATIME SOULEYNANE	99826464	99174456	
Moussoro	ABA	YOUSOUF MAHAMAT ABBAS	99229885	66229885	
Moussoro	GM	ACHTA MAHAMAT HASSAN	95838066		
Moussoro	CRJ/BEG	SALEH BRAHIM DIKER	99222255	99179402	
Michémiré	ALSD	ABAKAR MAHAMAT	99689557		

Michémiré	APSELPA	SABRE DANBIGUE	91381356	63155182	
Michémiré	GUFZSM	HADJE NEZILE AHMAT	99773989		
Michémiré	ADCM	DJIDDI MAHAMAT ALI	99155990		
Chadra	UGMC	ABAKAR ALI KALE	99 77 3072	66 62 82 28	
Chadra	AJADEC	OBIYE MAHAMAT TAHER	99888181	66 38 38 44	
Moussoro	UFDB	ACHTA ABAKAR HAMIT	99168483	99826464	
Moussoro	CNCPR	SENOUSSI BILLAH	99531287	66319161	cncprt_optchad@yahoo.fr
Moussoro	AFGIC	KHADIDJA ABDERAMANE	99173555		
Mao	APPERVU	AL-HADJI BOUKAR KOLLO	99315454	62527213	alhaadjiboukarkollo@yahoo.fr
Mao	ADIS	MAHAMAT MALLAH CHOUKOU	99276115	66276115	choukoumallah@yahoo.fr
Mao	AJDIK	MOUSTAPHA MAHAMAT	95510351		
Mao	MDM				genco.chad@medecindumod
Mao	SOS SAHEL				info@sossahel-td.org
Mao	UAGFRK	ACHTA BOUGOUDI	99641842		
Mao	AFATRAK	NAGA TIBE	95178998	66721531	
Mao	UGPM	MAHAMAT ALI HASSANE	99271373	66459897	
Mao	APSELPA	MAHAMAT AHMAT YOUSOUF	66211210		orgapselpa1@hotmail.fr
Mao	ADRUGMEK	AHMAT SEID	99384949	90728485	
Mao	AFEDD	FATIME ZARA BECHIR	99939764		
Mao	CRK	MOUSSA ABAKAR MALLAYE	66989335	99670932	mallahmala@gmail.com
Mao	ARDEK	AHMAT MAHAMAT ABDOU	66791347	99297300	ardekkanem2003@gmail.co
Mao	ARNUT	MOUSTAPHA ALI SABOUNE		99175010	
Mao	CNCPR	ALI LOGONE MAHAMAT	99484216		
Mao	APDK	MALLAH ALI MAHAMAT	99490495	66490495	
Mao	UROFK	HAOUA MOUMINE	99766905		
Mao	FAO				
Mao	AJAC		99170860	99167585	adoumabakar.2007@gmail.
Mao	AJDM		99908640	99212302	
Mao	OMS				
Mao	ASRADD				
Mao	PAM				
Mao	UNICEF				
Mao	MDM				
Mao	APSELPA				
Mao	CH	ACHAT BINTOU	99493814		chababkanem@gmail.com
Mao	ACF				
Mao	ADIK		99540121		
Mao	FROEK	MAHAMAT SANI ABAKAR	99604126	66604126	
Mao	RASCK	ABDELKERIM MBODOU TAHER	99219528	66225130	abdel-taher@gmail.com
Mao	ATPDHK	ABBA OUMAR MOUSSA	99294141	65294141	
Rig-rig	ADDE	MAHAMAT KEIDI ABDALLAH	99103393		

Rig-rig	GH	HADJE CHOUGOU ADOUM	95562096	90433125	
Rig-rig	ADSPN	AHAMAT TIDJANI	99666741	66711003	
N'Tiona	GT	ZARA ABAKAR	99616687		
Kekedina	ADZ	ABDELBAGUI ABAKAR	99375217		
Kekedina	ADSK	GONI ABAKAR	99170679	66464737	
Mondo	ADM	MAHAMAT NOUR ABAKAR	99830074	99623365	
Mondo	GAPAKM	OUMAR HASSAN	99166101		
Mondo	UGI	ZARA TCHIFNA	95929027		
Noukou	UFAGNA	FATIME ZARA DJIBRINE	95228524		
Noukou	APEN	OUMAR MAHAMAT KELLEI	99449999	66515793	apen@yahoo.fr
Noukou	GFR	NADIFE FOUKOU	99977452		
N'Djamena	OHDR	MOUSSA MAHAMAT BICHARA	66212650	99928069	
N'Djamena	AVTA	KADJIDJA ABDOULAYE IBRAHIM	66118254	90350110	
N'Djamena	SOLIDES-TCHAD	HASSAN TCHALKOUDOU	66 37 07 68	99 41 20 14	
N'Djamena	ADSPT	AMOUNA LIADY	66275956	95275956	
N'Djamena	APHPT	MBAILASSEM GERARD	66744151	66637204	
N'Djamena	RJPDIT	MAHAMAT TCHALE	66305788	90916161	bmtchale@yahoo.fr
N'Djamena	CSJEFOD	NGARTI NGARHINGAR DESIRE	66301104	91241679	contact.csjefod2007@yahoo.fr
N'Djamena	AEHPT	RIMTONO KEWEL	66810446	63106186	
N'Djamena	ACF				
N'Djamena	ADELIJ				dongod2004@gmail.com
N'Djamena	AVOCA	AICHTA	95842415	66307670	
N'Djamena	ASRADD				
N'Djamena	ONAS	ABDEL AZIZ BRAHIM	66235108	99737504	onas202@yahoo.fr
N'Djamena	AMAFVT	HABABA ABDELRAHIM	66156816	95582540	
N'Djamena	AFFOV	FALMATA MAHAMAT HASSAN	66296045	66 21 9632	affov.action@yahoo.fr
N'Djamena	APESA	SOULEYMAN MAHONTE	66 81 23 26		souleymanmahonte@yahoo.fr
N'Djamena	CELIAF		66297590	66220949	yodamne.mane@yahoo.fr
N'Djamena	AHEAS	AHLEYINA ANGOBONA	66407528	66233240	contactsangaheas@yahoo.fr
N'Djamena	UNAD CARITAS	NDOYOM ROLAND	66396913	66748414	rndoyom@yahoo.fr
N'Djamena	AVOPD	FATIME ALBBACHIR	99867879		
N'Djamena	ATSP	GARBATCHANG SALOMON	66297437	99222020	garbasalomon@gmail.com
N'Djamena	APROSAG	MOSSSEL BETOUBAM	62384979	99513955	mosselkaka@yahoo.fr
N'Djamena	AJSFT	SAMANA OUAIOUARI	66 423 997	99788798	
N'Djamena	OHRDC	IBRAHIM ABDEL DJABAR	68551322		renaissancetchad@gmail.com
N'Djamena	AFJT	MEKOMBE THERESE	66775035	66291695	juristchadiennes@yahoo.fr
N'Djamena	IRC				
N'Djamena	CR				
N'Djamena	SECADEV				
N'Djamena	MDM				

N'Djamena	MSF				
N'Djamena	WV				
N'Djamena	OXFAM				
N'Djamena	CI				
N'Djamena	COOPI				
N'Djamena	ACORD				mamat.acorchad@intnet.td
N'Djamena	OMS				
N'Djamena	UP				up@intnet.td
N'Djamena	SWISSAD				swissaid.chad@intnet.td
N'Djamena	FAO				
N'Djamena	SAILD				
N'Djamena	AFRICARE				africare.tchad@intnet.td
N'Djamena	PAM				
N'Djamena	CONCERN				
N'Djamena	UNICEF				
N'Djamena	SIF				
N'Djamena	MSF H				
N'Djamena	OXFAM/I				
N'Djamena	AS				
N'Djamena	ALIMA				
N'Djamena	UNHCR				
N'Djamena	CICR				ndjamena@ed.admin.ch
N'Djamena	IMC				
N'Djamena	CEVANATRI		66746036		
N'Djamena	AHA-CHAD		63183188		ahatchad@gmail.com
N'Djamena	MENTOR				
N'Djamena	MSF-S				
N'Djamena	INTERSOS				
N'Djamena	CSSI				
N'Djamena	ACTED				
N'Djamena	HI				
N'Djamena	BASE		66238583		fayiz.abakar@unibas.ch
N'Djamena	REACH		66993415		mohamedcheikh.levrac@wf

